

Groupe de travail IV « Le rôle des Parlements Nationaux »

objet : **Observations de M. Hubert Haenel, membre de la Convention, sur le projet de rapport final du Groupe de travail IV sur le rôle des parlements nationaux (WD 032 - WG IV)**

Les membres du Groupe de Travail IV trouveront ci-joint les observations de M. Hubert Haenel, Représentant du Parlement français, membre de la Convention.

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL IV

Amendements proposés par M. Hubert HAENEL

a) **Paragraphe 5 :**

Supprimer les mots : « *(préambule du)* »

b) **Paragraphe 8 :**

– rédaction proposée pour le **premier** alinéa :

« Le futur traité constitutionnel devrait reconnaître expressément qu'il importe que les parlements nationaux, étant proches des citoyens, participent activement aux activités de l'Union, notamment en assurant un contrôle sur l'action des gouvernements au sein du Conseil et en veillant au respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité » ;

[The future Constitutional treaty should contain specific wording that acknowledges the importance of the active involvement of national parliaments, as being close to citizens, in the activities of the European Union, especially by ensuring the control of governments action in the Concil and by monitoring the respect of the principles of subsidiarity and proportionality.]

c) **Paragraphe 8 :**

– dans le **deuxième** alinéa, la traduction française est à rectifier : il faut ajouter le mot « *même* » après les mots « *c'est-à-dire* ».

d) **Paragraphe 15 :**

La traduction française est à rectifier, en remplaçant le mot « *présentation* » par le mot « *définition* ».

e) **Paragraphe 17 :**

– Supprimer les mots : « *des [deux/trois/quatre] premières semaines* »

f) **Paragraphe 20** (deuxième tiret) :

– Supprimer les mots : « *, au cours des [deux/trois/quatre] premières semaines qui suivent la transmission du texte au Conseil et aux parlements nationaux* »

g) Paragraphe 22 :

– nouvelle rédaction proposée **à la place des trois premières phrases** du texte :

« Le groupe de travail est convenu que les parlements nationaux ont une responsabilité particulière dans le contrôle de l'application du principe de subsidiarité. Il a également été noté qu'il existait un lien étroit entre subsidiarité et proportionnalité. Les citoyens souhaitent que les mesures d'uniformisation soient limitées au strict nécessaire, et que la législation européenne ne fasse pas peser sur eux des contraintes inutiles ou disproportionnées. Les identités nationales doivent être respectées. Les parlements nationaux doivent être en mesure d'intervenir auprès des institutions de l'Union pour qu'elles répondent à ces attentes ».

[The working group agreed that national parliaments had a particular responsibility in monitoring the application of the principle of subsidiarity. It was also noted that there was a close link between subsidiarity and proportionality. Citizens wish the standardization to be limited to what is strictly required, and wish for a european legislation exempt from useless or disproportionate obligations. The national identities must be enforced. The national parliaments must be able to act towards the Union institutions in order them to reach this aim.]

(Les **deux dernières phrases** du texte sont **sans changement**.)

h) Paragraphe 25 :

– Nouvelle rédaction proposée **à partir de la troisième phase du texte et jusqu'à la fin** :

« Il a toutefois estimé que certaines des propositions du groupe I pouvaient être améliorées ou précisées :

– *« on pourrait mettre davantage l'accent sur le lien entre subsidiarité et proportionnalité ;*

– *« le droit de recours ne devrait pas être limité aux parlements nationaux ayant émis un avis motivé à un stade précoce ;*

– *« les conditions dans lesquelles les avis motivés sont émis par le Parlement, et notamment la possibilité pour chaque Chambre d'un parlement bicaméral d'émettre un avis motivé, relèvent de l'organisation constitutionnelle de chaque État membre. Toutefois, le groupe a estimé que les avis motivés devaient être pris en compte par les institutions de l'Union en accordant la même importance à tous les parlements, qu'ils soient bicaméraux ou monocaméraux ».*

[However, the group considered that some of the proposals of WGI could be further refined :

– *the link between subsidiarity and proportionality should be further emphasised ;*

– *the right of judicial appeal should not be restricted to those national parliaments which had issued a reasoned opinion at the early stage ;*

– *the right must be given to each member state, according to its constitutional rules, to organize the way of carrying reasoned opinion, in particular the possibility to do so for each chamber in bicameral system. However, the group considered that reasoned opinions must be taken into consideration by the Union institutions with the same importance, either they were issued by monocameral or bicameral parliaments.]*

i) Paragraphe 28 :

– Après le mot « *Convention* », ajouter les mots : « *préalablement à toute Conférence intergouvernementale* ».

j) Paragraphe 34 :

Le Congrès devrait se tenir **une fois par an**.

k) Paragraphe 35 :

(De telles conférences existent déjà, sous la forme des « tables rondes » organisées par le Parlement européen. Pour que les parlements nationaux puissent être associés à la décision de convoquer des conférences interparlementaires, il faudrait prévoir que celles-ci sont lancées à l'initiative de la COSAC, où le Parlement européen et les parlements nationaux sont tous représentés).

– dans la deuxième phrase, après le mot « *convoquer* », ajouter les mots : « *à l'initiative de la COSAC* ».

l) Paragraphe 36 :

– Remplacer les mots : « *de manière à coïncider avec la présentation du programme annuel de la Commission* », par les mots : « *pour préparer la réunion annuelle du Congrès* ».

m) Paragraphe 37 :

– Dans la **première recommandation**, après le mot : « *Convention* », ajouter les mots : « *avant toute Conférence intergouvernementale* ».

– Dans la **troisième recommandation**, rédiger la dernière phrase comme suit : « *Le Congrès se réunirait une fois par an* ».

– À la fin de la **cinquième recommandation**, ajouter les mots : « *à l'initiative de la COSAC* ».